UNDT/2022/056, Mihai Nastase

Décisions du TANU ou du TCNU

Le tribunal a observé que la plainte du demandeur impliquait un incident spécifique, c'est-à-dire une chaîne de courriels où ses performances étaient critiquées, qui ont évolué en deux décisions de gestion par ses superviseurs: un transfert de fonctions et l'instauration d'un PIP. Le demandeur a perçu ces e-mails comme du harcèlement. Cependant, pour que le comportement d'un membre du personnel soit punissable comme constituant l'infraction disciplinaire de harcèlement conformément à la ST / SGB / 2019/8, l'analyse dudit comportement doit passer un test double: il faut trouver «mal et importun» et «On pourrait raisonnablement s'attendre ou être perçu comme provoquant une infraction ou une humiliation à une autre personne». Le test se concentre sur la conduite elle-même et nécessite un examen objectif quant à savoir s'il pourrait être attendu ou perçu comme provoquant une infraction ou une humiliation à une personne raisonnable. Après avoir examiné les preuves au dossier, le tribunal constate qu'il n'y avait aucune indice significatif de harcèlement dans les e-mails et les actions de suivi qui étaient l'objet de la plainte du demandeur. Les e-mails n'ont rien dit plus qu'un problème de performance qui devait être abordé, et les mesures de suivi prises par les superviseurs du demandeur sont bien dans leur autorité de gestion et de supervision. Le fait que le demandeur ne soit pas d'accord avec eux, ni même le fait que le demandeur a perçu lesdites décisions comme offensantes, ne constitue pas automatiquement le harcèlement. En outre, le demandeur fait valoir que l'USG / DOS aurait dû ouvrir une enquête sur sa plainte pour harcèlement, car si OIOS avait déjà déclaré qu'elle relevait de l'application de ST / SGB / 2019/8 et l'avait référée à l'USG / DOS pour enquête. Cependant, une telle interprétation n'est pas méritoire. La compréhension préliminaire de l'OIOS selon laquelle la plainte relevait de la portée du ST / SGB / 2019/8 ne signifiait pas que l'USG / DOS avait l'obligation d'ouvrir une enquête. À partir du moment où les OIO ont qualifié la plainte de «conduite interdite possible» à l'USG / DOS de «examiner et évaluer en profondeur la question», il est devenu la responsabilité de ce dernier de déterminer s'il y avait des motifs suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. La plainte signalée à la fois à l'OIOS et à l'USG / DOS n'a jamais répondu à aucune

préoccupation de représailles. Le requérant a été invité au moins deux fois pour modifier sa plainte en fournissant des détails spécifiques sur les allégations, mais il n'a jamais mentionné un motif de représailles derrière les actions susmentionnées, pas avant d'atteindre la scène MEU. Ainsi, l'USG / DOS n'aurait pas pu savoir au moment de la décision que le demandeur était soumis à des représailles. En ce sens, la décision de clôturer la plainte sans ouvrir une enquête ne peut être rendue illégale sur la base d'un nouvel argument soulevé par le demandeur après la prise de cette décision. En examinant le traitement de la plainte du demandeur, le tribunal constate que les procédures ont été correctement suivies et que toutes les considérations pertinentes ont été prises en compte. La plainte initiale soumise à l'OIOS a ensuite été renvoyée à l'USG / DOS selon Sec. 5.3 du ST / AI / 2017/1. À la suite de cette référence de la plainte par OIOS à l'USG / DOS, le demandeur a été invité à fournir des documents supplémentaires pour évaluer pleinement ses allégations. L'administration a examiné ces soumissions dans leur intégralité et a déterminé qu'ils étaient liés au travail et à la performance.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur conteste la décision de clore sa plainte de harcèlement sans ouvrir une enquête. La plainte pour harcèlement s'est concentrée sur une chaîne de courriels critiquant ses performances et deux décisions de suivi prises par les superviseurs du requérant pour transférer ses fonctions et établir un PIP pour lui.

Résultat

Rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Mihai Nastase

Entité

BNUSAP

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2021/12

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

13 juin 2022

Duty Judge

Juge Hunter Jr.

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Licenciement

Charge de la preuve

Absence d'espoir de renouvellement

Non-renouvellement

Suppression d'un poste

Non-renouvellement

Standard de contrôle (judiciaire)

Droit Applicable

Instructions Administratives

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2017/1
- ST/CSG/2019/8

Jugements Connexes

UNDT/2011/050

UNDT/2017/055

UNDT/2018/018

UNDT/2022/048

2018-UNAT-873

2017-UNAT-733

2019-UNAT-917

2013-UNAT-301

2010-UNAT-084